

Kast ou la revanche conservatrice chilienne

Le 14 décembre dernier, les Chiliens ont élu José Antonio Kast à la présidence de la République. Plus de cinquante ans après le coup d'État militaire de 1973 et vingt-six ans après le retour à la démocratie, un dirigeant d'extrême droite, ouvertement nostalgique de la dictature, accède au sommet de l'État. Avec 58% des suffrages, cette victoire ne relève pas d'un accident électoral. Elle marque un tournant majeur de la vie politique chilienne, dont les prémices se sont fait sentir dès l'échec du processus constituant entamé au lendemain du soulèvement social de 2019¹.

La séquence qui conduit à la victoire de Kast débute en octobre 2019, avec l'*estallido social*, vaste mouvement de contestation du modèle néolibéral chilien né dans la foulée de grandes mobilisations féministes. Ce soulèvement, d'une ampleur inédite depuis la transition démocratique, a suscité un immense espoir et, dans un premier temps, dépassé les clivages partisans. Un consensus politique inédit, réunissant gauche et droite, a émergé autour de la nécessité de refonder le pacte social à travers l'élaboration d'une nouvelle Constitution².

Mais cette explosion sociale ne s'est pas produite sans heurts. Les mois de mobilisation ont été marqués par des violences, des actes de vandalisme, la paralysie partielle du système scolaire et la dégradation du centre de Santiago. La pandémie de COVID-19, puis l'enlisement du processus constituant, ont progressivement épuisé la population. Comme le souligne la politiste Claudia Heiss, de l'Université du Chili, «l'*estallido* a constitué un traumatisme collectif, y compris pour ses partisans»³. Dans ce contexte, les aspirations refondatrices ont cédé la place à une demande de normalité, et les questions d'ordre, de sécurité et de coût de la vie ont regagné le centre du débat public.

L'échec constituant et la crise de la gauche

Le rejet massif des projets constitutionnels en 2022⁴, puis en 2023 a cristallisé la défiance envers les partis et mouvements de gauche. Ces échecs successifs ont nourri un sentiment de frustration et de méfiance à l'égard des élites politiques, accusées d'avoir confisqué un processus censé répondre aux attentes populaires. La gauche, arrivée au pouvoir avec Gabriel Boric en incarnant les promesses du soulèvement de 2019, s'est retrouvée piégée par une réalité sociale beaucoup plus prosaïque.

Dans ce contexte, la candidature de gauche de Jeannette Jara s'est heurtée à un obstacle majeur : elle incarnait la continuité d'un gouvernement impopulaire, dans un pays majoritairement désireux d'alternance. Son handicap n'était pas tant idéologique que politique.

Kast, héritier plutôt qu'outsider

José Antonio Kast s'est imposé en captant ce nouveau malaise chilien. Contrairement à d'autres figures de l'extrême droite contemporaine, il ne se présente pas comme un *outsider* antisystème. Son parcours s'inscrit dans la tradition conservatrice chilienne issue du *gremialismo*, courant corporatiste

et catholique dont les principes ont été inscrits dans la Constitution de 1980, toujours en vigueur⁵.

Ancien membre de l'Union démocrate indépendante (UDI), parti fondé par Jaime Guzmán—idéologue central du régime de Pinochet—, Kast a quitté cette formation en dénonçant les concessions faites par la droite modérée sous Sebastián Piñera, premier président de droite élu démocratiquement depuis la dictature. Il a fondé le Parti républicain avec l'objectif explicite de restaurer une droite assumée, autoritaire sur le plan politique, conservatrice sur le plan culturel, sécuritaire sur le plan migratoire et libérale sur le plan économique.

¹ Nous reformulons dans cet article les principales idées de l'analyse de Cristóbal Belloio Badiola : Badiola, C. B. (2025). Chile: tres derechas y un sillón. *Nueva sociedad*, (320), 83-93.

² Reman, F. (2020, mars). Chili : le crépuscule d'une transition démocratique inachevée. *Démocratie*.

³ Entretien avec Claudia Heiss : Montoya, A. (2025, 21 décembre). Élection au Chili : «le traumatisme du mouvement

de contestation de 2020 a contribué au virage conservateur du pays». *Le Monde*.

⁴ Reman, F. (2022, octobre). Nouvelle Constitution : rendez-vous manqué pour le Chili. *Démocratie*.

⁵ Sur le gremialisme, voir : Contreras Osorio, R. (2007). *La dictature de Pinochet en perspective : Sociologie d'une révolution capitaliste et néoconservatrice*. L'Harmattan.

Si Kast participe aux réseaux internationaux de la droite radicale, notamment la Conférence politique d'action conservatrice (CPAC) aux côtés de figures comme Donald Trump, Giorgia Meloni, Viktor Orbán ou Javier Milei, cette dimension internationale reste secondaire dans son succès. C'est sa promesse de restaurer un ordre conservateur antérieur aux compromis de la période post-transition qui a avant tout séduit. La victoire de Kast s'explique aussi par l'affaiblissement de la droite traditionnelle. Sebastián Piñera a normalisé l'alternance politique lors de son premier mandat. Son second mandat, en revanche, a été dominé par la crise sociale, mais Piñera a surtout cherché à préserver la démocratie en acceptant le processus constituant. Sa gestion efficace de la vaccination contre le COVID-19 et sa mort accidentelle en 2024 ont contribué à revaloriser son image à postériori.

Un nouveau clivage politique ?

Selon certains analystes, les derniers résultats électoraux suggèrent l'émergence d'un nouveau clivage dans la politique chilienne. Le plébiscite de 1988 avait instauré un clivage central opposant démocratie et autoritarisme. Pendant près de trente ans, ce schéma a structuré la vie politique : les partisans du « Non » à Pinochet soutenaient majoritairement la gauche, tandis que ceux du « Oui » restaient fidèles à la droite. La victoire du « Non » a ainsi assuré aux partis de centre-gauche une hégémonie électorale durable, seulement interrompue à deux reprises par Sebastián Piñera – pourtant lui-même issu du camp du « Non ».

Cette configuration a commencé à se fissurer lors de la première année du gouvernement Boric, avec le référendum sur un projet de Constitution présenté comme « le plus progressiste au monde ». Le retour du vote obligatoire a mobilisé presque tout l'électorat, comme en 1988, mais cette fois-ci pour infliger

⁶ Sur le concept de *Backlash* voir : Paternotte, D. (2021). *Backlash* : une mise en récit fallacieuse. *La Revue Nouvelle*, (6), 54-61.

une défaite nette à la gauche. Le même résultat s'est reproduit lors de l'élection du second processus constituant, don-

nant l'impression qu'un nouveau clivage s'était imposé : l'axe « Apruebo/Rechazo » (approbation ou rejet de la Constitution) de 2022 semblait remplacer celui de démocratie contre autoritarisme. Contrairement à 1988, celui-ci paraissait initialement favorable à la droite, révélant – selon certains – un Chili politiquement autoritaire, économiquement libéral et culturellement traditionaliste.

Toutefois, le rejet ultérieur du projet constitutionnel porté par le parti de Kast a nuancé ce diagnostic. De nombreux observateurs y ont vu moins l'expression d'un conservatisme majoritaire que celle d'un vote anti-establishment, marqué par une tendance à sanctionner les détenteurs du pouvoir et à privilégier l'option qui canalise le mieux le mécontentement.

Les résultats de l'élection présidentielle de 2025 relancent néanmoins la question : assistons-nous à la consolidation d'un clivage durable, favorable à une droite devenue majorité sociale et politique ? Il est encore trop tôt pour trancher, mais plusieurs facteurs éclairent le virage à droite. Le premier est global : un mouvement de réaction conservatrice traverse de nombreuses démocraties, souvent interprété comme un *backlash* (souvent traduit par « retour de bâton ») face à l'expansion perçue comme excessive de l'agenda progressiste⁶. Le second est contextuel : l'*estallido social* et l'échec constitutionnel ont transformé l'espoir en frustration, recentrant les priorités sur le coût de la vie et l'insécurité. Enfin, un troisième facteur tient à l'instabilité politique structurelle en Amérique latine, où l'alternance prévaut sur l'adhésion idéologique durable. Dans cette lecture, Kast apparaîtrait moins comme le fondateur d'un nouvel ordre conservateur que comme le bénéficiaire provisoire d'une conjoncture politique appelée, tôt ou tard, à se retourner.

« Le rejet massif des projets constitutionnels en 2022, puis en 2023 a cristallisé la défiance envers les partis et mouvements de gauche. Ces échecs successifs ont nourri un sentiment de frustration et de méfiance à l'égard des élites politiques, accusées d'avoir confisqué un processus censé répondre aux attentes populaires. »

Une victoire durable ?

Pour le moment, Kast entend gouverner en unifiant les droites au sein d'une coalition formelle, en répartissant postes et responsabilités selon le poids parlementaire de chacun. Il se présente comme un leader rassembleur des droites, malgré une campagne électorale distante de sa famille politique d'origine et une communication numérique aux relents populistes.

Mais son projet de « gouvernement d'urgence », centré sur l'économie et l'ordre public, pourrait servir de prélude à un durcissement autoritaire et à une érosion progressive des libertés démocratiques. Reste à savoir si sa victoire marque l'installation durable d'un nouveau consensus conservateur au Chili ou si elle relève avant tout d'un moment politique, né de la fatigue sociale et de la désillusion post-constituante.